

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
TOULON

REÇU A TOULON LE
29 MAI 2024

La SA GROUPE CARNIVOR
MAISON DE LA
BOUCHERIE QTIER LAGOUBRAN
83200 TOULON

V/REF :

référence à rappeler dans toute correspondance N°: 2024OP01876

Objet : Ordonnance prorogeant le délai de paiement de dividende en date du 23/05/2024

La SA GROUPE CARNIVOR

Lettre simple

Toulon, le 27 mai 2024

Madame, Monsieur ,

Je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli pour communication copie de la décision rendue par le Président du tribunal de commerce de Toulon, dans l'affaire citée en références.

Vous disposez d'un recours contre cette ordonnance, selon les dispositions de l'article 496 du code de procédure civile, ci-après reproduit.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Greffier,



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE.....

TOULON

Article 496 du Code de Procédure Civile :

« S'il n'est pas fait droit à la requête, appel peut être interjeté à moins que l'ordonnance n'émane du Premier Président de la Cour d'Appel. Le délai d'appel est de quinze jours. L'appel est formé, instruit et jugé comme en matière gracieuse. S'il est fait droit à la requête, tout intéressé peut en référer au juge qui a rendu l'ordonnance. »

Article 950 du Code de Procédure Civile : « L'appel contre une décision gracieuse est formé, par une déclaration faite ou adressée par pli recommandé au greffe de la juridiction qui a rendu la décision, par un avocat ou un officier public ou ministériel dans les cas où ce dernier y est habilité par les dispositions en vigueur. »

Article 952 du Code de Procédure Civile : « Le juge peut, sur cette déclaration, modifier ou rétracter sa décision. Dans le cas contraire, le secrétariat de la juridiction transmet sans délai au secrétariat-greffe de la Cour le dossier de l'affaire avec la déclaration et une copie de la décision.

Le juge informe la partie dans le délai d'un mois de sa décision d'examiner à nouveau l'affaire ou de la transmettre à la Cour. »

Article 953 du Code de Procédure Civile : « L'appel est instruit et jugé selon les règles applicables en matière gracieuse devant le tribunal judiciaire. »

Article 680 du Code de Procédure Civile : «l'auteur d'un recours abusif ou dilatoire peut être condamné à une amende civile et au paiement d'une indemnité à l'autre partie. Lorsque le recours peut être formé sans le ministère d'un avocat et est assujéti à l'acquittement de la contribution pour l'aide juridique, l'acte de notification rappelle cette exigence, ainsi que l'irrecevabilité encourue en cas de non respect et les modalités selon lesquelles la partie non représentée doit justifier de cet acquittement. »

REPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULON

ORDONNANCE

Nous, Patrick ROMAGNOLI, Président du tribunal de commerce de Toulon,

Vu la requête qui précède et les moyens exposés par :

La SA GROUPE CARNIVOR MAISON DE LA BOUCHERIE QTIER LAGOUBRAN
83200 TOULON RCS Toulon 394 275 028

AUTORISONS la prorogation du délai de mise en paiement des dividendes au 30/06/2025

LAISSONS les dépens dans lesquels seront compris les frais de greffe, liquidés selon le tarif en vigueur, à la charge de la partie requérante.

Fait à Toulon, le 23/05/2024

Le greffier,
Franklin DOUCEDE



Le Président du tribunal de commerce
Patrick ROMAGNOLI



Frais de greffe de la présente ordonnance : 13.68 € TTC (11.4 € HT - 2.28 € TVA - 0 € débours)

Pour expédition certifiée conforme à l'original

